



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BEAUREPAIRE

## PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

### DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE

AFFAIRE SUIVIE PAR : C VIANDE  
TEL. 04.76.60.33.25

Dossier n° 288M

## ARRETE N° 2005-04755

LE PREFET DE L'ISERE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;

**VU** la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

**VU** le décret n° 53-578, du 20 mai 1953, modifié ;

**VU** le décret n° 77-1133, du 21 septembre 1977, modifié, notamment l'article 18 ;

**VU** le décret n°2003-1085 du 12 novembre 2003 portant transposition de la Directive 2002/3/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2002 et modifiant le décret n°98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites ;

**VU** la circulaire du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en date du 22 mars 2004, demandant que, pour les plus grosses Sociétés émettrices de polluants de chaque département, soient prescrites des mesures spécifiques à mettre en œuvre en cas de dépassements des seuils d'alerte à la pollution atmosphérique ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2004-07969 en date du 6 juillet 2004, relatif à l'organisation, sur le département de l'Isère, du dispositif d'information et de mise en œuvre des mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution atmosphérique par le dioxyde de soufre et/ou le dioxyde d'azote et/ou les particules fines ;

**VU** l'arrêté N°2002-667 en date du 18 janvier 2002, ayant autorisé la Société BOXAL FRANCE à exploiter une installation de dégraissage des métaux comportant un ensemble de huit machines à laver les corps d'aérosols située dans son établissement route de Romans à BEAUREPAIRE ;

**VU** le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Rhône-Alpes, Inspecteur des Installations Classées, en date du 14 février 2005, proposant d'imposer à différents établissements, des actions de réduction de leurs émissions de composés organiques volatils (COV) en cas de dépassement d'un des seuils d'alerte relatifs à l'ozone ;

**VU** la lettre, en date du 25 mars 2005, invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 7 avril 2005 ;

**VU** la lettre, en date du 11 avril 2005, transmettant au requérant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**VU** la réponse du pétitionnaire, en date du 26 avril 2005, prenant bonne note du projet d'arrêté complémentaire fixant les mesures de réduction temporaire des émissions de composés organiques volatils concernant son établissement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, d'imposer à la Société BOXAL FRANCE des prescriptions complémentaires concernant la mise en œuvre des mesures de réduction temporaire des émissions de composés organiques volatils (COV) de son établissement situé à BEAUREPAIRE, en cas de dépassement d'un des seuils d'alerte relatifs à l'ozone, afin de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1er – Limitation temporaire des émissions de composés organiques volatils**

En cas d'activation des mesures d'urgence relatives aux épisodes de pollution atmosphérique prévues par l'arrêté préfectoral en vigueur- arrêté n°2004-07969 du 6 juillet 2004 ci-annexé--, et concernant les sources fixes, la Société BOXAL FRANCE est tenue, pour son établissement situé route de Marcollin à BEAUREPAIRE, de mettre en œuvre les mesures de réduction temporaire de ses émissions spécifiées dans le message d'alerte diffusé par M. le Préfet sous le vocable « actions de type n » et définies ci-après :

Pour l'établissement visé par le présent arrêté, les actions associées à un épisode de pollution par l'ozone sont :

--pour celles de type 3 :

--Arrêt partiel de production.

--pour celles de types 4 et 5 ::

---Arrêt des lignes de production non raccordées à un incinérateur..

Ces mesures de réduction temporaire sont mises en œuvre dans les meilleurs délais et au plus tard à 8 heures le lendemain de la réception du message d'alerte diffusé par le Préfet.

Les actions prévues ci-dessus ne doivent, en aucun cas, porter préjudice à la sécurité du personnel, de l'environnement et des installations.

### **ARTICLE 2 – Suivi des actions temporaires de réduction des émissions de composés organiques volatils**

1-) Information de l'Inspecteur des Installations Classées

L'exploitant informe, dans un délai de 24 heures à compter de la réception du message d'alerte diffusé par le Préfet, l'Inspecteur des Installations Classées, des actions mises en œuvre pour réduire les émissions de composés organiques volatils.

Le contenu et la forme de cette information sont fixés en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

## 2-) Bilan des actions temporaires de réduction des émissions de composés organiques volatils

L'exploitant conserve durant un an minimum et tient à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, un dossier consignait les actions menées en application des mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution atmosphérique.

Ce dossier comporte notamment les éléments suivants :

--les messages d'alerte, diffusés par le Préfet, dont il est destinataire, en application des arrêtés préfectoraux en vigueur,

--la liste explicite et justifiée des actions menées

--une quantification justifiée de la réduction des émissions de composés organiques volatils obtenue par rapport au fonctionnement « courant » de l'établissement pendant la période d'activation des mesures spécifiques.

## 3-) Autosurveillance - Bilans mensuels

Pour les mois au cours desquels l'exploitant est destinataire de messages d'alerte imposant la mise en œuvre de mesures d'urgence relatives aux sources fixes, il transmet à l'Inspection des Installations Classées, dans le cadre de la surveillance des rejets, un bilan mensuel quantitatif des actions temporaires de réduction des émissions de COV mises en œuvre.

Le contenu et la forme de ce bilan sont fixés en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

**ARTICLE-3**-Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

**ARTICLE 4** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. En cas d'accident, il sera tenu de lui remettre un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

**ARTICLE 5** - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE-6** En cas d'arrêt de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant cette dernière, en joignant un dossier comprenant un plan mis à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site précisant les mesures

prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

**ARTICLE 7** - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de BEAUREPAIRE, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 8** - En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 9** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 10** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le Maire de BEAUREPAIRE et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société intéressée..

FAIT à GRENoble, le 4 MAI 2005

LE PREFET

Pour le Préfet,  
le Secrétaire Général

Dominique BLAIS